



La course aux armements en Europe de 1880 à 1914: facteur du déclenchement de la Grande Guerre?

cahier de la pensée mili-Terre

le Lieutenant-colonel Olivier LAHAIE

publié le 17/05/2018

Histoire & stratégie

Parmi les causes de l'éclatement de la Grande Guerre, on évoque souvent l'existence d'une course aux armements entre les Puissances. Si, sur le plan naval, avec la rivalité germano-britannique, ce terme semble bien choisi, qu'en est-il pour les armements terrestres? Poursuivant leur évocation de la Grande Guerre, les Cahiers tentent de répondre à cette question grâce au Lieutenant-colonel Lahaie.

L'absence de concert des nations rend incertain l'avenir de l'Europe

Au début du XX^{ème} siècle, l'Europe vit dans l'inquiétude. Chaque État est persuadé qu'une guerre est inévitable à plus ou moins long terme. Pour ne pas être pris en défaut, décideurs civils et militaires savent qu'il faut s'y préparer, tout en ignorant le préavis dont ils disposent. Si le sentiment d'être menacé sur ses frontières est quasi général (les États neutres n'en sont pas exempts), il se manifeste différemment selon les pays.

L'Allemagne qui a une haute idée d'elle-même croit que le monde n'éprouve que jalousie devant sa réussite et donc «antipathie» à son égard. À l'ouest, elle se sent menacée par «le peuple français, le plus agité, le plus ambitieux, le plus vaniteux de tous les peuples d'Europe et, dans la pleine acception du terme, le plus militariste et le plus nationaliste»[1]. Blessée par l'affront de 1870, la France déclame en effet son besoin de revanche. La montée du nationalisme y est palpable; ses ténors ne dénoncent pas seulement l'impérialisme allemand, ils émettent des revendications au sujet de l'Alsace-Lorraine, se lancent dans des diatribes ponctuées d'invectives racistes... En 1913, l'élection du Lorrain Poincaré n'est pas faite pour rassurer Berlin, quasiment au moment où les effectifs militaires se trouvent artificiellement gonflés par le vote de la loi de trois ans... Depuis la signature de la convention militaire franco-russe de 1892, puis de l'Entente

cordiale de 1904 (laquelle débouchera en 1907 sur la Triple-Entente grâce à l'esquisse d'un rapprochement anglo-russe), l'Allemagne a le sentiment d'être «encerclée». C'est pourquoi le Grand état-major penche pour une guerre préventive contre la France, désignée «adversaire principal»; mais son plan de guerre offensif vise à vaincre rapidement à l'ouest pour disposer ensuite des moyens suffisants pour se défendre contre les Russes.

À l'est justement, on s'inquiète pour la sécurité de la Prusse orientale, d'autant que la rénovation de l'armée tsariste rend cette dernière chaque jour plus dangereuse. Berlin sait que les emprunts russes ont servi le développement des voies ferrées stratégiques qui amèneront l'armée du Grand-duc Nicolas à pied d'œuvre dès les premiers jours du conflit. De manière plus générale, l'Allemagne parce qu'elle croit représenter une civilisation «supérieure» se sent «entourée de peuples slaves pleins d'aversion» pour elle[2]. Enfin, dans le cadre de la Triple-Alliance, le gouvernement impérial est conscient qu'il faut pouvoir répondre aux demandes d'aide éventuelles de ses alliés italiens ou austro-hongrois (ce qui projettera bientôt le Reich dans la guerre). Les guerres de 1912-1913 ont montré l'instabilité de l'Europe centrale et balkanique; elles ont renforcé la crainte de François-Joseph de voir son empire multiethnique se disloquer sous la poussée des nationalités. Depuis le début du siècle, son état-major souhaite engager l'armée dans une vaste réforme de modernisation, mais les budgets ne seront toujours pas votés à la veille de la guerre. Certes, des conflits territoriaux existent avec l'Italie, mais l'affaire Redl a démontré que l'ennemi principal des Habsbourg était à l'est. L'autocratie russe, sous couvert du panslavisme, affiche sa détermination à soutenir les courants désireux de s'émanciper de la tutelle habsbourgeoise (les Serbes notamment); il n'est point douteux que par ce biais Saint-Petersbourg cherche à accroître son influence. De son côté, le chef d'état-major autrichien rêve à une guerre contre la Serbie. Après sa défaite de 1905, la Russie s'est engagée dans une refonte de ses armées qui lui permettra d'affronter l'empire austro-hongrois si nécessaire. Mais les crédits manquent, l'industrie d'armement est balbutiante et la corruption patente. Le tsar fait également savoir qu'il attache une grande importance à la parole donnée à la France de la soutenir contre l'Allemagne.

Dans cette France déjà obnubilée par son infériorité démographique par rapport à sa voisine, le sentiment de l'inéluctabilité et de la proximité d'une guerre est souvent évoqué depuis les crises marocaines de 1905 et 1911. Les discours imprudents de Guillaume II, les déclarations des pangermanistes ne sont pas propices à rassurer des gouvernants persuadés que le Kaiser considère la guerre comme une possible continuation de sa politique étrangère. Pour ce qui le concerne, depuis que le service des renseignements a récupéré une version du plan Schlieffen (1904), l'état-major redoute une attaque brusquée. Enfin, la France doit pouvoir remplir ses engagements envers la Russie si cette dernière doit se battre contre l'Autriche-Hongrie et son allié allemand.

Dans cet environnement tendu, il n'est pas surprenant que les puissances aient éprouvé le besoin d'améliorer ou d'accroître leurs moyens militaires. Pour autant, peut-on parler de «course aux armements»?

«Course aux armements» ou «recherche de l'équilibre» entre les puissances?

On cite souvent les chiffres de production de charbon ou d'acier sur la période qui nous intéresse comme preuve de l'existence d'une course aux armements en Europe, en oubliant que charbon et acier ne servent pas qu'à fabriquer des canons, surtout à l'ère de la construction métallique Eiffel ou du développement des chemins de fer (ces derniers ne satisfaisant pas uniquement des besoins militaires). Certes, avant 1914, on vivait sous le régime de la paix armée et nul ne peut nier que les grandes puissances aient choisi de s'équiper d'armements neufs ou plus perfectionnés; mais c'était surtout parce qu'il fallait suivre les progrès techniques et remplacer les matériels obsolètes. En outre, elles ont consenti à ces dépenses sans forcément vouloir aligner plus de matériels que leurs adversaires potentiels. Leurs parlements respectifs conscients de leurs devoirs en matière de sécurité, mais tout aussi soucieux du respect des équilibres budgétaires s'y seraient opposés. Entre 1900 et 1910, la France a consacré en moyenne 50% du budget allemand pour ses dépenses militaires, et les crédits demandés par le ministère de la Guerre ont systématiquement été revus à la baisse par le Parlement. Ainsi, il semble plus indiqué de parler de «recherche de l'équilibre entre les puissances» que de course aux armements avant 1914. Dans certains cas, cet équilibre n'a pu être atteint qu'en nouant des alliances militaires qui, pour être honorées, nécessitaient la mise en œuvre de procédés techniques (mobilisation partielle puis générale, déploiement des troupes de couverture, etc.) fragilisant l'état de paix. Autre argument, tous les états-majors étaient convaincus que la guerre future serait courte et toute d'offensive. Dès lors, ils ne voyaient pas l'intérêt de se doter d'équipements en surnombre, ni de matériels lourds (susceptibles d'handicaper le déplacement rapide des grandes unités), ni même de stocks de munitions surabondants.

L'exemple de l'artillerie de campagne française est révélateur. Le 13 juillet 1914, Charles Humbert^[3] déplorait devant le Sénat «l'infériorité absolument flagrante, extrêmement périlleuse de notre outillage militaire [...]. En-dehors de notre canon de 75 [...], nous sommes pour les autres matériels dans un état d'infériorité manifeste [...]. Qu'avons-nous à opposer aux obusiers allemands et à cette formidable artillerie lourde [...], toute moderne, à tir rapide, à grande puissance et munie des derniers perfectionnements? À peu près rien». Messimy, ministre de la Guerre qui avait vainement bataillé depuis 1911 avec la direction de l'artillerie et le ministère des Finances pour l'adoption d'un canon lourd, livra des chiffres pour justifier la politique française d'équipement: «Côté allemand, il y a et c'est la différence entre leur situation et la nôtre 2.160 canons de 77, c'est-à-dire 240 canons de moins que nous, mais il faut y ajouter 720 obusiers légers de 105, 220 obusiers lourds de 150, 120 mortiers de 210, au total 3.320 pièces, c'est-à-dire 300 pièces de plus que dans l'armée française, un plus grand nombre étant d'ailleurs de gros calibre». Ce discours provoqua un tollé: «Si le discours de Charles Humbert [...] avait donné le coup d'alarme, il arrivait trop tard pour pouvoir être suivi d'une amélioration et il pouvait être pour l'ennemi un précieux avertissement», se souvient Foch. Un général écrit: «Nos faiblesses étaient étalées avec une telle insistance qu'il ne fut pas, dit-on, sans influence sur la détermination prise par l'état-major allemand de brusquer une rupture depuis longtemps arrêtée dans son esprit». Poincaré nota le jour même: «Est-ce bien le moment de donner tant de publicité aux insuffisances de notre organisation militaire? Et n'aurait-on pas mieux fait de voter plus tôt les lois proposées? Maintenant, Guillaume II peut répéter, en toute assurance, ce qu'il a déjà dit à l'Autriche pour l'encourager [dans sa politique de fermeté vis-à-vis de la Serbie après Sarajevo], que ni la France, ni la Russie ne sont actuellement en état de faire la guerre [...]. Les révélations faites à la tribune du

Sénat sur l'état de l'armée peuvent avoir à l'étranger une dangereuse répercussion». Le 15 juillet 1914, Messimy décidait de mettre à la disposition des armées au plus tôt en 1915 et au plus tard en 1918 l'artillerie indispensable, sans savoir que le pays serait en guerre quinze jours plus tard...

La menace sur les frontières a généré une indéniable «course aux effectifs mobilisables»

Sans doute serait-il plus judicieux de relever l'existence d'une course aux effectifs plutôt que d'une course aux armements, sachant qu'on fabrique ou achète ces derniers pour équiper les soldats qu'on possède déjà sous les armes et ceux que l'état de guerre amènera sous les drapeaux. Or l'époque était indéniablement aux gros bataillons. En 1911, l'Allemagne avait voté une loi militaire augmentant les effectifs de 7.000 officiers, 10.000 sous-officiers et 52.000 soldats en deux ans. Les crédits pour l'achat de matériels passèrent de 100 millions (1904) à 430 millions de marks (1913 et 1914). Une loi de juillet 1913 devait encore donner 876.000 hommes en 1915. En tout état de cause, le Reich de 1914 aligne 870.000 hommes en temps de paix et mobilisera 3.746.000 soldats. En France, la loi de trois ans d'août 1913 donne plus d'effectifs immédiatement disponibles en cas d'attaque brusquée (25 classes mobilisées); le 2 août 1914, l'armée française passe ainsi de 817.000 hommes à 3.580.000 (dont 600.000 réservistes). Sur le papier car on ne peut ni en disposer instantanément, ni tous les équiper la Russie dispose de 4.400.000 soldats. L'Autriche-Hongrie 3.000.000... L'armée britannique dispose de 250.000 professionnels; son effectif grimpe à 780.000 en août 1914.

Comment expliquer cette inflation généralisée des effectifs alors qu'on s'attendait à une guerre courte et aucunement à devoir la faire «à coup d'hommes» comme en 1915-1917? La réponse est fournie par les plans de guerre^[4] qui exigeaient beaucoup de soldats d'active et de réserve. Le fait de pouvoir compter sur beaucoup de troupes a-t-il poussé les gouvernants à déclencher la guerre? La conviction d'être une «puissance guerrière» a-t-elle joué un rôle lors de la crise diplomatique de l'été 1914? Dans cette Europe nationaliste et militarisée, c'est plus que probable: Vienne ne pensait faire qu'une bouchée de l'armée serbe, Berlin de la France comme de la «misérable petite armée britannique», tandis que Paris misait sur le réservoir d'hommes que constituait la Russie pour compenser son infériorité numérique.

[1] Mémoires du prince de Bülow 1849-1929.

[2] Ibid.

[3] Rapporteur de la commission de l'armée.

[4] Schlieffen-Moltke pour l'Allemagne, n° XVII pour la France.

Lieutenant-colonel, docteur en histoire, Olivier LAHAIE a été plusieurs années chef du département histoire et géographie à Saint-Cyr après un passage au Service historique de l'armée. Il sert actuellement au Centre d'études stratégiques de l'armée de Terre; il est également chercheur associé au centre de recherches des Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan.

Titre : le Lieutenant-colonel Olivier LAHAIE

Auteur(s) : le Lieutenant-colonel Olivier LAHAIE

Date de parution 16/05/2018
